

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet POSTING - CALL LETTER TO BUYANDSELL	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-140032/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-140032	Date 2013-09-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-122-26346	
File No. - N° de dossier 122xl.24062-140032	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-09-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gabriel, Peter	Buyer Id - Id de l'acheteur 122xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-7566 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

24062-140032/B

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

122x1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

24062-140032

File No. - N° du dossier

122x124062-140032

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Veillez vous reporter aux documents supplémentaires comme suit :

HR Application Transformation Initiative / Initiative de transformation des applications en matière de RH

List of Industry Day Participants / Liste des participants à la journée de mobilisation de l'industrie

Date: July 12th, 2013 / 12 juillet 2013

Accenture
Bell
Capgemini
CGI
Ciber
CommVault Canada
Computer Sciences Canada Inc.
Confluence Consulting Inc.
Coradix
Dell Canada Inc
Deloitte
Eclipsys
Emerion
Ernst&Young
Gartner
Genesys
HP Enterprise Services
HR Horizons Inc
HR Strategies Consulting Inc.
IBM
Infor
Infosys Public Services
Interis Consulting Inc.
ITNET
Lockheed Martin Canada
Microsoft Canada
Modis
MP Executive Inc
Netscout
NorthgateArinso
NostraVisione
Oracle
Procom Consultants
PwC
Ricoh Canada Inc.
Salesforce.com
SAP
Systematix IT Solutions
Tata Consultancy Services Canada Ltd
Telus
Trend Micro
Unisys
Valueteam

Initiative de transformation de l'application de gestion des ressources humaines
Appel d'intérêt : Questions du fournisseur reçues en date du 9 septembre 2013.

Question 1 : Quand la licence actuelle de PeopleSoft du gouvernement du Canada expirera-t-elle?

Réponse 1 : Le contrat actuel de maintenance des licences de PeopleSoft avec Oracle expire en mars 2015.

Question 2 : Reconnaisant le fait que tout le travail sera effectué au Canada, pourrait-il être exécuté ou réalisé en partie par des non-Canadiens? Par exemple, par des résidents permanents?

Réponse 2 : La présente est un appel d'intérêt. Pour le moment, nous cherchons à consulter l'industrie afin de comprendre les incidences et les risques que présente une telle exigence pour la capacité d'un fournisseur à offrir les services que le gouvernement du Canada a décrits dans l'appel d'intérêt. Sachant que le Canada voudra maintenir des conditions de sécurité optimales relativement à toute personne ayant accès aux données des RH du Canada, que propose l'industrie pour optimiser la souveraineté des données? Autrement dit, l'industrie peut-elle proposer une façon de déterminer à quels membres de la main-d'œuvre devraient être confiés certains services ou activités?

Question 3 : Faudra-t-il être citoyen canadien pour avoir accès aux données du Canada ou est-ce que les non-Canadiens ayant une cote de sécurité de niveau secret pourront accéder à ces données?

Réponse 3 : Pour que les choses soient bien claires, nous permettons au fournisseur d'avoir accès aux systèmes qui hébergent nos données. Nous aimerons connaître votre point de vue sur les façons d'aborder les questions relatives aux données soulevées dans l'appel d'intérêt. Si nous appliquons les exigences que vous mentionnez dans votre question, quelle incidence auront-elles sur la solution que vous proposez? Avez-vous des suggestions concernant la souveraineté des données qui atténueraient nos préoccupations et les risques?

Question 4 : Le gouvernement du Canada permettrait-il que certaines activités opérationnelles soient exécutées par des non-Canadiens ou à partir de centres de prestation de services extraterritoriaux sécurisés situés en Inde? En pareil cas, quelles seraient les exigences en matière de sécurité relatives aux ressources extraterritoriales?

Réponse 4 : Nous aimerions connaître vos suggestions sur les approches opérationnelles. Les besoins en matière de sécurité doivent satisfaire aux exigences publiées au moment de l'approvisionnement. Pouvez-vous donner des exemples de la façon dont d'autres gouvernements ont abordé cet enjeu?

Question 5 : Envisagez-vous d'avoir une équipe mixte de consultants (Protégé B et cote de sécurité de niveau secret, selon la nature délicate des renseignements) ou est-ce que TOUS les consultants devront avoir une cote de sécurité de niveau secret?

Réponse 5 : Mettons les choses au clair. Protégé B n'est pas un niveau d'autorisation de sécurité du personnel, mais bien un niveau de protection de l'information. L'appel d'intérêt fait partie d'un processus visant à obtenir des conseils concernant ces questions. Nous aimerions savoir comment vous aborderiez ces enjeux.

Compte tenu des différentes questions à savoir à quels membres de la main-d'œuvre certains rôles ou services doivent être attribués ainsi que les exigences relatives à la sécurité applicables au personnel et aux installations liés à chacun de ces rôles ou services, pourquoi ne pas fournir des exemples ou des suggestions quant à la façon de structurer tout cela sous forme de grille?

Question 6 : Certaines activités, comme les tests où les technologies de chiffrement et de masquage de données hors production peuvent être mises à profit, pourraient-elles être exécutées par des centres de prestation de services non canadiens?

Réponse 6 : Comme nous l'avons mentionné dans les réponses précédentes, nous cherchons à savoir quelle est votre connaissance de ces questions. Si vous avez des suggestions qui répondent à vos besoins opérationnels ainsi qu'à ceux du gouvernement du Canada, nous vous invitons à les soumettre. Le présent appel d'intérêt vise à comprendre les pratiques exemplaires et les leçons tirées.

Question 7 : Il semblerait que ce projet pourrait tirer profit des mêmes conditions que celles qui s'appliquaient au projet de transformation des services de courriel. Veuillez indiquer où l'on peut obtenir une copie de la DP. La clause de responsabilité illimitée est-elle incluse ou négociable?

Réponse 7 : Étant donné qu'une exception au titre de la sécurité nationale (ESN) a été invoquée dans le cas de l'Initiative de transformation des services de courriel, la demande de propositions (DP) pour cette dernière n'a jamais été annoncée publiquement par le gouvernement du Canada et, en conséquence, elle ne peut pas être portée à la connaissance du public. N'oubliez pas que nous n'en sommes qu'à l'étape de l'appel d'intérêt et que les clauses présentées dans le présent document ne sont que des ébauches.